



# IMPACT SOCIOECONOMIQUE DE LA COVID-19 AU MALI



©prochildproject



## CONTEXTE

Au-delà du problème de santé publique qu'elle constitue, la COVID-19 a eu comme corollaire des répercussions économiques et financières aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. A la date du 1er Septembre 2020, près de 25 541 380 personnes sont touchées dont 852 000 décès, soit un taux de létalité de 3,3%. Selon l'OMS (2020), la situation mondiale montrait que jusqu'au 1er Septembre 2020, les Etats Unis avec près de 6 millions de cas et le Brésil avec près de 4 millions de cas étaient les pays les plus touchés par COVID-19. Au Mali, sur la période 25 Février - 1er Septembre 2020, 2 777 cas sont confirmés avec 2178 guéris (soit un taux de guérison de 95,5%) et 126 décès (soit un taux de létalité de 4,5%). A l'instar des pays du monde, le système de santé malien se trouve dans l'incapacité de pouvoir faire face à une crise sanitaire généralisée.

En termes d'études d'impacts, les pertes prévues de production en 2020 devraient être de 37 milliards à 79 milliards de dollars US (Africa's Pulse, 2020). Au Mali, la perte de croissance devrait aller jusqu'à de 5.4 points de pourcentage. Compte tenu de la baisse de l'activité économique induite par la pandémie, ayant occasionné une perte de 182,2 milliards FCFA au 1er trimestre de 2020, le déficit budgétaire devrait se creuser d'au moins de 1,7 point de pourcentage (BAD, 2020). Par ailleurs, la COVID-19 a entraîné une cessation des activités touristiques et une augmentation de chômage en Chine (Hoque et al., 2020), une baisse du commerce en ligne en Malaisie (Hasanat et al., 2020). En termes de conséquences sociales, à l'image des celles des épidémies que le monde ait connues peuvent être déclinées en quatre parties : les effets sur le secteur de santé et les effets sur l'éducation, les effets sur le marché du travail et les effets sur la pauvreté et la faim (Currie et al., 2020), La propagation de la maladie peut dévaster les collectivités rurales pauvres et les petits producteurs d'aliments qui souffrent déjà d'une faible résilience, d'une mauvaise alimentation et d'un accès limité aux ressources et aux services (IFAD, 2020).

## METHODOLOGIE

Afin d'analyser l'impact que la COVID-19 pourrait avoir sur l'économie malienne, deux scénarii de simulation ont été considérés. Chaque scénario repose sur un certain nombre d'hypothèses de simulation. La méthodologie de simulation de l'impact de la COVID-19 sur l'économie malienne est basée sur certaines dimensions et indicateurs socio-économiques ciblés dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et plus particulièrement dans la capture du dividende démographique.

## SCENARIO 1 : PERIODE DE CONFINEMENT

Ce scénario vise à analyser les effets de la mesure de confinement adoptée par la plupart des pays comme arme contre la maladie de coronavirus. En effet, dès les débuts de la pandémie sur le territoire, les autorités mauritaniennes ont décidé d'un confinement total des populations afin d'endiguer la propagation de la maladie. Cette mesure a occasionné un arrêt des activités économiques, culturelles, touristiques, etc... Il convient donc d'évaluer l'impact de cette crise au cours de cette période.

## SCENARIO 2 : APRES DECONFINEMENT

Dans ce scénario, il s'agit d'analyser les effets de la COVID-19 après un déconfinement des populations. Cette période de déconfinement s'étend jusqu'à la fin de l'année 2020. Le déconfinement permettra une reprise des activités et serait une période propice pour faire le bilan de l'impact de la maladie sur la situation économique du pays. En effet, cette période permettra de capter l'effet du coronavirus malgré une reprise morose des activités.

## RESULTATS ET ANALYSES

Les résultats présentés dans ce Policy brief montrent l'impact socio-économique de la COVID-19 suivant le scénario de « confinement » et le scénario de « déconfinement ». Globalement, les résultats montrent que la COVID-19 a affecté le Mali autant sur le plan social que sur le plan économique.

**Forte baisse de la couverture de dépendance économique durant le confinement (8,8%) et à la suite du déconfinement (6,4%)**

Les analyses montrent que l'ICDE devrait passer d'une situation initiale de 46,2% à 8,8% pour la période allant jusqu'à la fin du confinement. Ainsi, si avant la pandémie le surplus généré parvenait à couvrir 46,2% de la demande sociale, à la suite de la crise sanitaire 8,8% de la demande sociale sont couverts par le surplus pour la période allant jusqu'à la fin du confinement. Cette situation s'explique par le fait qu'on passe d'un déficit du cycle de vie de 1 883 milliards à l'état initial à 3 469 milliards de FCFA à la fin du confinement. De ce fait pour combler le gap, il faudrait parvenir à générer un surplus de 1 286 milliards et réduire le déficit de 300 milliards. En d'autres termes, le gap à combler pour retrouver le niveau de déficit du cycle de vie avant la pandémie s'évalue à 1 586 milliards de FCFA.

période allant jusqu'à la fin de l'année 2020, on note une baisse plus prononcée de l'ICDE. En effet, à la suite du déconfinement, le surplus généré parvient à combler 6,4% de la demande sociale contre 46,2% avant la pandémie. Cela résulte du fait qu'avec le prolongement de la pandémie, le surplus baisse de 1 620 milliards à 240 milliards FCFA alors qu'à l'inverse le déficit provoqué par les individus dépendants augmente en passant de 3503 milliards à 3766 milliards FCFA. Cette persistance de la baisse de l'ICDE dans le scénario où la crise perdurerait jusqu'à la fin de l'année 2020 rappelle la nécessité de politique de relance de l'économie malienne au-delà de l'appui que l'Etat a fait notamment pour les entreprises.

Tableau 1 : Indicateur de couverture de la dépendance économique

	Scénario Confinement			Scénario Déconfinement		
	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler
DDMI	40,1%	27,5%	-12,6%	40,1%	25,1%	-15,0%
ICDE	46,2%	8,8%	-37,5%	46,2%	6,4%	-39,9%
Surplus (mds LCU)	1620	334	-1286	1620	240	-1380
Déficit (mds LCU)	3503	3803	300	3503	3766	263
LCD	1883	3469	1586	1883	3526	1643

### Baisse de la qualité du cadre de vie due à la détérioration des liens sociaux, du bien-être subjectif et du déséquilibre de la relation travail et vie privée

La COVID-19 a eu des effets notoires sur la qualité du cadre de vie de la population malienne. En effet, les restrictions imposées par les recommandations pour lutter contre la pandémie ont affecté le bien-être de la population. En prenant la période allant jusqu'à la fin du confinement, l'IQCV passe d'une situation initiale de 54,9% à 47,4%, soit un gap à combler de 7,5%. Avec le scénario de déconfinement l'IQCV devrait aussi baisser en passant de 54,9% à 48,5%, soit un gap à combler de 6,4%. Ces résultats montrent que c'est au cours du confinement que la détérioration de la qualité du cadre de vie reste plus prononcée. Indépendamment du scénario considéré, l'analyse des sous-dimensions montre que cette baisse de la qualité du cadre de vie est tributaire de la détérioration notée au niveau des liens sociaux, du bien-être subjectif et du déséquilibre occasionné par la pandémie sur la relation travail et vie privée. En effet, les liens sociaux devraient se détériorer en passant de 41,6% avant la pandémie à 25% durant le confinement. Le sentiment de cohésion sociale devrait continuer à se dégrader même après le déconfinement en passant de 41,6% à 20,8%. Globalement, avant la pandémie 41,6% des maliens pensaient avoir quelqu'un sur qui compter en cas de besoins avant la pandémie alors que la proportion est de 25% durant le confinement et de 20% à la suite du déconfinement.

Le bien-être subjectif s'est aussi détérioré durant le confinement en passant d'une situation initiale de 52% à 41,6%. De même, à la suite du déconfinement, le jugement global que les maliens portent sur leur vie devrait passer de la situation de base de 52% à 36,4%. Compte tenu des incitations à chacun de rester chez soi et de respecter le couvre-feu, on note un déséquilibre de la relation vie professionnelle-vie privée faisant que la sous-dimension passe de 83,3% à 64,2% durant la période de confinement et devrait se maintenir à la suite du déconfinement. Il convient de signaler que du fait des politiques de lutte contre la pandémie comme le couvre-feu, le sentiment de sécurité des maliens devrait s'améliorer en passant de 57,3% à 58,8% durant le confinement et à 58,5% pour le scénario de déconfinement.

Tableau 2 : Résultats de l'impact de la COVID-19 sur la qualité du cadre de vie

	Scénario Confinement			Scénario Déconfinement		
	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler
IQCV	54,9%	47,4%	-7,5%	54,9%	48,5%	-6,4%
ENGAGEMENT CIVIQUE	42,1%	42,1%	0,0%	42,1%	42,1%	0,0%
LIENS SOCIAUX	41,6%	25,0%	-16,6%	41,6%	20,8%	-20,8%
ENVIRONNEMENT	55,1%	43,1%	-12,0%	55,1%	57,0%	1,9%
LOGEMENT	52,6%	52,6%	0,0%	52,6%	52,6%	0,0%
BIEN ETRE SUBJECTIF	52,0%	41,6%	-10,4%	52,0%	36,4%	-15,6%
TRAVAIL-VIE PRIVEE	83,3%	64,2%	-19,1%	83,3%	64,2%	-19,1%
SECURITE	57,3%	58,8%	1,5%	57,3%	58,5%	1,3%

Source : CREG, 2020

### LA PERSISTANCE DE LA COVID-19 ACCENTUERAIT LA TRAPPE DE LA PAUVRETE TOUT EN REDUISANT LA NON-PAUVRETE PURE ET LES SORTIES DE LA PAUVRETE

Durant la période de confinement des véritables campagnes de solidarité ont été initiées un peu partout au Mali afin d'appuyer les populations. C'est dans ce cadre qu'on peut comprendre le fait que l'ISSP au Mali jusqu'à la fin du confinement puisse connaître une légère amélioration en passant de 54,6% pour la situation qui prévalait avant l'avènement de la pandémie à 55,1%, soit une amélioration de 0.6 point de pourcentage. Lorsqu'on analyse les situations de transitions durant le confinement on s'aperçoit que les sorties de la pauvreté devraient légèrement baisser (de 15,3% à 14,5%) alors que le basculement dans la pauvreté baisse d'une manière plus prononcée (de 13,4% à 11%). Concernant les situations de stabilité, la trappe à pauvreté passe d'un niveau initial de 31,5% à 34,6% alors que la proportion des individus restant non pauvres reste inchangée. Pour le scénario de déconfinement, l'ISSP se dégrade en passant de 54,6% pour la situation d'avant la pandémie à 52,6%, soit un gap à combler de 1,9%.



La proportion d'individus passant d'une situation de pauvreté à une situation de non-pauvreté baisse de 1,2 point de pourcentage (15,3% à 14,1%) et celle des individus qui étaient non pauvres et qui sont devenus pauvres baisse de 1,5 point de pourcentage (13,4% à 11,9%).

Ces résultats associés à l'aggravation de la trappe à pauvreté (hausse de 31,5% à 36,2%) et la détérioration de la non-pauvreté pure (baisse de 39,8% à 37,8%) pourraient s'expliquer par la baisse progressive des appuis publics et privés (allègement fiscal, programmes de filets sociaux ...) à la suite du déconfinement.

Tableau 3 : Résultats de l'impact de la COVID-19 sur les transitions dans la pauvreté

	Scénario Confinement			Scénario Déconfinement		
	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler
<b>ISSP</b>	<b>54,6%</b>	<b>55,1%</b>	<b>0,6%</b>	<b>54,6%</b>	<b>52,6%</b>	<b>-1,9%</b>
<b>TRANSITION</b>	<b>53,3%</b>	<b>56,9%</b>	<b>3,6%</b>	<b>53,3%</b>	<b>54,2%</b>	<b>0,9%</b>
PNP	15,3%	14,5%	-0,8%	15,3%	14,1%	-1,2%
NPP	13,4%	11,0%	-2,4%	13,4%	11,9%	-1,5%
<b>STABILITE</b>	<b>55,8%</b>	<b>53,5%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>55,8%</b>	<b>51,1%</b>	<b>-4,8%</b>
PP	31,5%	34,6%	3,1%	31,5%	36,2%	4,7%
NPNP	39,8%	39,8%	0,0%	39,8%	37,8%	-2,0%

Source : CREG, 2020

### DETERIORATION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN ETENDU DURANT LE CONFINEMENT QUI PERSISTE-RAIT A LA SUITE DU DECONFINEMENT

Les simulations effectuées montrent que le développement humain n'a pas été épargné par les conséquences de la pandémie. Durant le confinement, l'IDHE du Mali devrait baisser en passant d'une situation initiale de 40,5% à 39,4%, soit un gap de 1,1% à combler. Lorsqu'on retient la possibilité de la persistance de la pandémie jusqu'à la fin de l'année 2020, le gap à combler devient beaucoup plus élevé puisque l'indicateur baisse en passant de la situation de base de 40,5% à 36,1%. Durant le confinement, la détérioration du développement humain reste fondamentalement liée à la baisse des indicateurs liés à l'éducation et au niveau de vie. En effet, la sous-dimension liée à l'éducation devrait baisser de 26,6% à 25,2% alors que celle en rapport avec le niveau de vie baisse en passant de 59,2% avant la COVID-19 à 57,4%. Avec le scénario de déconfinement, les résultats montrent que c'est plus la détérioration de l'indicateur de santé qui est la plus notoire. En effet, la sous-dimension liée à la santé passe d'une situation initiale de 42,2% à 33% à la suite du déconfinement, soit un gap à combler de 9,2%. Pour la période allant du déconfinement jusqu'à la fin de l'année, le niveau de vie devrait baisser en passant de la situation de base de 59,2% à 56,8%, soit une baisse de 2,4 points de pourcentage.

Ce résultat s'explique par l'impact que la persistance de la pandémie continue d'avoir sur l'activité économique et donc sur les sources principales de revenus.

Tableau 4 : Résultats de l'impact de la COVID-19 sur le développement humain étendu

	Scénario Confinement			Scénario Déconfinement		
	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler
<b>IDHE</b>	<b>40,5%</b>	<b>39,4%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>40,5%</b>	<b>36,1%</b>	<b>-4,3%</b>
SANTE	42,2%	-	0	42,2%	33,0%	-9,2%
EDUCATION	26,6%	25,2%	-1,4%	26,6%	25,2%	-1,4%
NIVEAU DE VIE	59,2%	57,4%	-1,8%	59,2%	56,8%	-2,4%

Source : CREG, 2020

### LA COVID-19 A PROVOQUE UNE REDUCTION DE L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES AU MALI DURANT LE CONFINEMENT QUI SE MAINTIENT A LA SUITE DU DECONFINEMENT

Les restrictions relatives aux mesures de lutte contre la propagation de la pandémie ont imposé une détérioration de l'attractivité territoriale. En effet, l'Indice synthétique des réseaux et territoires baisse en passant de 18,5% avant la COVID-19 à 17,4% durant le confinement. Cette baisse persiste aussi à la suite du déconfinement puisque la sous-dimension s'établit à 17%, soit un gap de 1,5% à combler pour retrouver d'avant la pandémie. Ces résultats montrant que la COVID-19 réduirait l'attractivité des territoires du pays s'expliquent principalement par la détérioration de l'accès des populations aux services sociaux de base mais aussi à la baisse des flux financiers. En effet, la sous-dimension « infrastructure » devrait baisser en passant de l'état initial de 54,2% à 52,5% pour le scénario de confinement, soit un gap à combler de 1,6%. De même, pour le scénario de déconfinement la baisse devrait être de 1,9 point de pourcentage puisque la sous-dimension « infrastructure » passerait d'un niveau initial de 54,4% à 52,2%. Pour la sous dimension relative aux flux financiers, on passe d'un niveau de 20,9% pour la situation en l'absence de la pandémie à 16,8% à la fin du confinement et à 15,3% sous l'hypothèse que la pandémie perdure toute l'année 2020. Ce résultat se justifie par l'impact que la pandémie a eu sur les transferts de fonds des migrants qui constituent une source de revenus pour faire face au coût de la vie pour beaucoup de ménages.

Tableau 5 : Résultats de l'impact de la COVID-19 sur les réseaux et territoires

	Scénario Confinement			Scénario Déconfinement		
	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler	Etat initial	Impact COVID-19	Gap à combler
<b>ISRT</b>	<b>18,5%</b>	<b>17,4%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>18,5%</b>	<b>17,0%</b>	<b>-1,5%</b>
URBANISATION	13,2%	-	0	13,2%	-	0
MIGRATION	7,9%	-	0	7,9%	-	0
INFRASTRUCTURES	54,2%	52,5%	-1,6%	54,2%	52,2%	-1,9%
FLUX FINANCIERS	20,9%	16,8%	-4,1%	20,9%	15,3%	-5,6%

Source : CREG, 2020

## RECOMMANDATIONS

La pandémie liée à la COVID-19 a entraîné une crise sanitaire avec des répercussions sociales et économiques au Mali. Au regard tout ce qui précède, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- Renforcer les filets sociaux et autres mesures d'accompagnement en faveur des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables pour renforcer leur résilience face à de telles pandémies ;
- Renforcer l'appui aux entreprises notamment à travers des mesures d'allégement fiscal pour éviter des licenciements et des cessations d'activités surtout en ce qui concerne les PME/PMI

